

## DE BONNES ET DE MOINS BONNES NOUVELLES : MISE À JOUR SUR LA CRISE-RÉCESSION-REPRISE

Note CIRANO écrite par Jean-Pierre Aubry et Mathieu Laberge, mars 2010

Les plus récentes données sur l'activité économique montrent que le pire de la récession est derrière nous. Au Québec, en Ontario, comme dans l'ensemble du Canada et aux États-Unis, les plus récentes données sur le produit intérieur brut et de l'emploi semblent indiquer que le « point de retournement » de la récession a été atteint. Bien que faible, la croissance est de retour.

Cela se traduit par une montée de l'optimisme chez les consommateurs et les analystes, une attitude encouragée par les reportages de plus en plus positifs sur l'état de l'économie. Rien de plus normal! Il y a quelques semaines à peine, on se demandait encore si la crise-récession prendrait fin un jour!

Le Québec ne se prive pas de participer à l'optimisme ambiant. Alors que le ministre des finances du Québec déposera son budget 2010-2011 au cours des prochaines semaines, la perception que le Québec a été moins touché par la récession est bien ancrée dans la population. Cela ne devrait toutefois pas nous faire perdre de vue les nombreux défis économiques auxquels la Belle Province devra faire face très rapidement.

### Quand l'arbre cache la forêt

Ce vent d'optimisme cache effectivement une toute autre réalité. L'embellie économique que nous vivons présentement est fortement soutenue par les plans de relance des différents gouvernements. Ceux-ci devraient d'ailleurs continuer de soutenir les économies occidentales jusqu'à la fin de 2010. Il faut toutefois se demander ce qui adviendra lorsque les programmes de relance économique arriveront à échéance et que les gouvernements cesseront d'injecter massivement des fonds dans l'économie.

À cet égard, les données sur l'emploi aux États-Unis permettent d'envisager 2011 avec certaines appréhensions. Alors qu'on évoquait jusqu'à tout dernièrement des pertes d'emploi chez nos voisins du Sud de l'ordre de 7,2 millions (5,2 %), on estime maintenant qu'elles pourraient se chiffrer à 8,4 millions soit près de 6,1 % des emplois américains.

Cet accroissement du nombre de pertes d'emploi par rapport à ce qui était précédemment estimé n'est pas sans conséquences. Pour l'économie américaine, cela signifie une prolongation du cycle baissier et une hausse accrue de la dette du gouvernement américain. Pour l'économie canadienne, cela implique une demande plus faible de la part de notre premier marché d'exportation et des pressions encore plus fortes pour réaliser des gains de productivité. Malgré l'intervention considérable du gouvernement américain, la reprise demeure donc fragile et le retour à l'équilibre budgétaire très long.

### À long terme, le Québec en mauvaise posture

En 2011, alors que les plans de relance commenceront à s'éteindre et que le secteur privé devra prendre la relève, l'attention des marchés, des analystes et des électeurs se tournera graduellement vers des considérations à plus long terme : déficits des gouvernements, endettement public, etc. Ce changement de perspective est déjà en train de s'opérer dans les pays qui ont le plus dépensé pour leurs plans de relance. C'est notamment le cas en Espagne, en Grèce et aux États-Unis.

S'il s'est effectivement mieux sorti de la dernière récession que ses voisins, le Québec est toutefois en mauvaise posture quand on considère ces facteurs à plus long terme. Plus endetté, plus taxé, avec une main d'œuvre moins active et moins productive, le défi du maintien de la croissance économique se posera avec une acuité particulière dans la province.

En plus du retour à l'équilibre budgétaire, ce sont ces défis que le ministre des finances devrait aborder dans son prochain budget. Si rien n'est fait à court et à moyen terme, les prochaines décennies pourraient s'avérer économiquement très difficiles pour le Québec : perte de compétitivité, difficulté à maintenir le niveau historique de la croissance économique, déficits publics structurels, incapacité à maintenir le niveau et la qualité des services publics.

La performance relativement bonne du Québec lors de la dernière récession constitue donc une opportunité pour celui-ci. S'il est entré dans la récession avec un bilan économique plutôt désavantageux, il n'a pas accumulé autant de problèmes au fil de celle-ci que ses principaux partenaires économiques. Il doit donc profiter de la reprise pour faire face aux défis qui se poseront à lui dans le futur.

Le problème de l'endettement public devrait faire l'objet d'une attention particulière. Le gouvernement du Québec ne pourra relever ce défi qu'en adoptant une politique budgétaire plus soutenable à long terme. Un meilleur contrôle des dépenses et de l'endettement du gouvernement québécois permettrait à long terme de dégager une marge de manœuvre au niveau des finances publiques. Les événements récents et la situation financière actuelle de l'État québécois montrent bien toute l'importance d'une telle marge de manœuvre.

Cette analyse est une mise à jour du constat de l'ampleur de la récession présenté au chapitre 10 du livre *Le Québec économique 2009* : <http://www.lequebecéconomique.qc.ca/> ainsi qu'une réaffirmation des défis de la reprise économique.